

SciencesPo

LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE
D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

SÉMINAIRE DE LANCEMENT

Projets issus des appels à projets 2020



TABLE DES MATIERES

Table des matières	2
Présentation du LIEPP	3
Axes de recherche	4
Les nouveaux projets	5
Projets issus de l'appel « politiques de genre »	6
Access to Abortion and Telemedicine Abortion in France : A mixed-method study on why individuals resort to telemedical abortion over local abortion services in France.....	6
Colloque international – Des politiques sociales égalitaires ? Des principes a la réalité de l'exercice professionnel	7
Family policies, Female Participation and Inequalities.....	8
Projets issus de l'appel général.....	9
Comprendre le rôle des collectifs et leurs relations avec les politiques publiques de réduction des inégalités socio- environnementales	9
Décision médicale pour autrui : évaluation du dispositif de la personne de confiance	10
Family background, parental instructional strategies and children's self regulated learning : a longitudinal experimental study	11
Les politiques régionales d'orientation, un vecteur de socialisation des jeunes aux règles du marché ?	12
Public opinion, democratic accountability and evaluation of defence : towards a new comparative agenda.....	13
Trajectoires de pauvreté : profils, déterminants et conséquences. Perspectives française et européennes	14

PRESENTATION DU LIEPP

Le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) est une plateforme de recherche de Sciences Po financée dans le cadre du programme "Investissements d'avenir" de l'Agence Nationale de la Recherche. Créé en 2011, ce laboratoire se redéploie à partir de 2020 en partenariat avec Université de Paris. Son objet est de développer l'évaluation des politiques publiques par une approche scientifique interdisciplinaire.

Les recherches menées au LIEPP analysent le fonctionnement et les effets de nombreuses politiques publiques comme les politiques éducatives, les politiques environnementales, les politiques migratoires, les politiques de santé, ou encore les politiques sociales et socio-fiscales. Elles abordent, de façon transversale, les dimensions de politiques publiques de grands enjeux sociétaux, comme les risques environnementaux, les inégalités, les discriminations, la crise de l'expertise et de la démocratie.

Le LIEPP repose sur une approche de recherche évaluative innovante, confrontant méthodes quantitatives, qualitatives et comparatives, et combinant un haut niveau d'exigence scientifique avec le souci de diffusion et de traduction des résultats de la recherche auprès des acteurs publics.

Par ses activités, le LIEPP œuvre à mieux ancrer la démarche d'évaluation dans la recherche académique en sciences sociales. Mais il travaille aussi en lien avec les sciences expérimentales, notamment dans le cadre des collaborations entre Université de Paris et Sciences Po, afin de mieux connecter ces connaissances à leurs conséquences pour l'action publique. Enfin, dans les sphères de l'action publique, il contribue au débat public et aux réflexions sur l'évaluation impliquant d'autres acteurs (administratifs, parlementaires, associatifs...), dans une optique de promotion de la démarche d'évaluation et d'amélioration de sa qualité.

L'ensemble des projets menés au LIEPP bénéficient du soutien apporté par l'ANR et l'État au titre du programme d'Investissements d'avenir dans le cadre du LABEX LIEPP (ANR-11-LABX-0091, ANR-11-IDEX-0005-02) et de l'IdEx Université de Paris (ANR-18-IDEX-0001).

AXES DE RECHERCHE

Discriminations et politiques catégorielles

Contribuer au débat public à partir d'une démarche de recherche interdisciplinaire, en évaluant l'ampleur et l'évolution des discriminations en France et en analysant les défis qu'elles posent à l'action publique de lutte contre les inégalités.

Codirectrices : Morgane Laouenan (Université Paris I) et Anne Revillard (OSC)

Évaluation de la démocratie

Fournir une évaluation interdisciplinaire, comparative et novatrice, du caractère démocratique du processus de production des politiques publiques.

Codirecteurs : Julia Cagé (Département d'Economie de Sciences Po) et Emiliano Grossman (CEE)

Politiques éducatives

S'intéresser aux mécanismes de formation et de reproduction des inégalités dans le système scolaire, ainsi qu'à l'efficacité des politiques et des dispositifs d'action publique visant à réduire ces inégalités.

Directeur : Carlo Barone (OSC)

Politiques environnementales

Faire sens des politiques relevant du domaine de la protection de l'environnement au sens large et éclairer les choix des décideurs et des acteurs.

Directrice : Charlotte Halpern (CEE, Centre des Politiques de la Terre)

Politiques de santé

Rendre compte du foisonnement des évaluations des politiques et des instruments en matière de santé, tant au plan national, qu'international.

Directeur : Henri Bergeron (CSO)

Politiques socio-fiscales

Multiplier les points de vue pour fournir à terme une évaluation complète, interdisciplinaire et comparative des dispositifs socio-fiscaux.

Codirecteurs : Clément Carbonnier (Université Paris 8), Nathalie Morel (CEE) et Michaël Zemmour (Université Paris I),

LES NOUVEAUX PROJETS

Neuf projets ont été sélectionnés à l'issue de deux appels à projets lancés par le LIEPP en 2020 :

- Appel à projets spécifique « Evaluation interdisciplinaire des politiques de genre »
- Appel à projets général « Evaluation interdisciplinaire des politiques publiques »

PROJETS ISSUS DE L'APPEL « POLITIQUES DE GENRE »

ACCESS TO ABORTION AND TELEMEDICINE ABORTION IN FRANCE : A MIXED-METHOD STUDY ON WHY INDIVIDUALS RESORT TO TELEMEDICAL ABORTION OVER LOCAL ABORTION SERVICES IN FRANCE

Porteuses du projet :

- Kristina GEMZELL DANIELSSON (Karolinska Institutet)
- Hélène PÉRIVIER (Sciences Po, OFCE)

Equipe de recherche :

- Hazal ATAY (Sciences Po, CEVIPOF)
- Rebecca GOMPERS (Women on Web)
- Jean GUILLEMINOT (AP-HP)
- Danielle HASSOUN (Centre de Santé du Square de la Mutualité)
- Judith HOTTOIS
- Marie MATHIEU (Université Paris 8, Cresppa-CSU)
- Janine MOSSUZ-LAVAU (Sciences Po, CEVIPOF)

Descriptif du projet : Malgré le cadre légal, les femmes continuent de rencontrer des obstacles pour accéder à l'IVG en France. Les restrictions sur les conditions de pratique et les sites de prestations des services d'IVG, la bureaucratie accrue, la stigmatisation persistante de l'avortement et, plus récemment, la pandémie de COVID19, rendent l'accès à l'avortement difficile pour plusieurs personnes. Dans le contexte de la pandémie, en mars 2020, la France a temporairement légalisé l'IVG par téléconsultation, tout en prolongeant le délai de pratique de sept à neuf semaines. Cette mesure temporaire a été rapidement supprimée en juillet 2020, après le déconfinement. Ce projet se concentre sur l'accès à l'IVG et l'IVG par téléconsultation en France pour comprendre les barrières d'accès perçues par des individus et les motivations à recourir à l'IVG par téléconsultation. Dans le cadre de ce projet, nous examinons environ 1000 demandes d'aide anonymisées de France reçues chez Women on Web (WoW), un service qui offre l'IVG par téléconsultation en ligne, entre le 1er janvier et le 31 décembre 2021.

COLLOQUE INTERNATIONAL – DES POLITIQUES SOCIALES ÉGALITAIRES ? DES PRINCIPES A LA REALITE DE L'EXERCICE PROFESSIONNEL

Porteuse du projet : Zoé ROLLIN (Université de Paris, CERLIS)

Comité d'organisation du colloque :

- Véronique BAYER (IRFASE et IRIS, EHESS)
- Isabelle COURCY (UQAM)
- Clémence HELFTER (CNAF)
- Véréna KELLER (HETSL)
- Hélène MARTIN (HE TSL)
- Marianne MODAK (HE TSL)
- Marie NENGEH MENSAH (UQAM, École de travail social)
- Arthur VUATTOUX (Université Sorbonne Paris Nord et IRIS, EHESS)

Descriptif du projet : Depuis 2015, des chercheuses émanant de diverses universités et écoles supérieures, dans l'ensemble de la francophonie se sont rassemblées pour initier une série de colloques sur la thématique « genre et travail social ». Deux saisons ont déjà eu lieu et permettent de faire fonctionner un réseau international sur ces enjeux. La troisième édition vise à approfondir la question des effets des politiques sociales dites égalitaires, qui cherchent à contrecarrer les inégalités de genre. Il s'agit ici d'interroger les processus concrets qui, dans l'exercice professionnel du travail social, conduisent à des traitements différenciés (re)producteurs de discriminations de genre. Les contributions s'intéressent aux formes de l'intervention sociale, elles peuvent porter sur les aspects d'essentialisation inhérents à certains dispositifs des politiques sociales, sur les mécanismes quotidiens ou routiniers de reproduction de représentations genrées ou sur les discriminations induites par certaines pratiques dans le cadre de la mise en œuvre des politiques sociales. Les présentations peuvent questionner diverses politiques sociales dans des contextes sociaux, historiques et géographiques eux-aussi divers.

FAMILY POLICIES, FEMALE PARTICIPATION AND INEQUALITIES

Porteurs du projet :

- Clément CARBONNIER (Université Paris 8, LED et Sciences Po, LIEPP)
- Emanuele FERRAGINA (Sciences Po, OSC et LIEPP)

Equipe de recherche :

- Julien BLASCO (Université de Cergy-Pontoise et Sciences Po, LIEPP)
- Montserrat BOTEY (Université d'Orléans, PSE et Sciences Po, LIEPP)
- Esme LILLYWHITE (Sciences Po)
- Edoardo MAGALINI (OCDE)
- Teva MARESCAUX (Sciences Po Grenoble)

Descriptif du projet : Ce projet évalue l'impact des politiques de garde d'enfants sur les inégalités d'accès à ces services et leurs conséquences en termes d'inégalités socioéconomiques d'accès au marché du travail ainsi que sur les inégalités de niveau de vie des mères. Plusieurs travaux documentent ces questions en parallèle.

WP1 : Une étude longitudinale étudie l'évolution des inégalités sociales et de revenus à travers l'exploitation des enquêtes Revenus fiscaux depuis 1970, avec une attention particulière sur la contribution des changements démographiques. **WP2 :** Une étude mêlant les approches quantitatives et qualitatives se focalise sur les barrières à l'accès aux modes de gardes collectifs en Seine-Saint-Denis, à partir de l'analyse de 55 crèches départementales en termes d'horaires, de spécificités organisationnelles, de préférences déclarées des usagers et de couvertures géographiques. **WP3&4 :** Les deux dernières études estiment empiriquement le lien entre les modes de garde, les différences socio-économiques d'accès et les différences socio-économiques de participation féminine au marché du travail. Une exploite les modules mode de garde des enquêtes emploi pour le cas de la France (WP3), l'autre se base sur l'enquête européenne EU-SILC pour le cas de l'Italie (WP4).

PROJETS ISSUS DE L'APPEL GÉNÉRAL

COMPRENDRE LE RÔLE DES COLLECTIFS ET LEURS RELATIONS AVEC LES POLITIQUES PUBLIQUES DE REDUCTION DES INÉGALITÉS SOCIO-ENVIRONNEMENTALES

Porteurs du projet :

- Nathalie BLANC (Université de Paris, LADYSS)
- Jean CHICHE (IRHC CNRS et Sciences Po, CEVIPOF)

Equipe de recherche :

- Diégo ANTOLINOS-BASSO (Sciences Po, CEVIPOF et Médialab)
- Martial FOUCAULT (Sciences Po, CEVIPOF et LIEPP)
- Caroline GALLEZ (Université Paris-Est et Université Gustave Eiffel, LVMT)
- Hugo ROCHARD (Université de Paris, LADYSS)

Descriptif du projet : Le projet de recherche CIVIC ACT 2 interroge les relations entre inégalités socio-environnementales et mobilisations sur les territoires métropolitains du Grand Paris dans l'optique d'une transition juste, qui associe justice sociale et justice environnementale. Nous proposons pour CIVIC ACT 2 de prolonger CIVIC ACT 1 et de se concentrer sur les représentations et pratiques des acteurs du territoire, acteurs publics, acteurs de la société civile, dans l'optique d'une transition socio-écologique intégrant les enjeux de justice. Études qualitatives et quantitatives seront associées à l'échelle d'un territoire communal pour comprendre les relations entre inégalités socio-environnementales, mobilisations environnementales et enjeux de justice et leurs liens avec les politiques publiques environnementales. Ce travail sera développé à l'échelle infra-communale en se concentrant sur trois communes du Grand Paris. Études qualitatives et quantitatives seront associées de manière interdisciplinaire (sciences politiques, géographie, mathématiques, statistiques, socio-économie).

DECISION MEDICALE POUR AUTRUI : EVALUATION DU DISPOSITIF DE LA PERSONNE DE CONFIANCE

Porteuses du projet :

- Carine KHALIL (Université de Paris, LIRAES)
- Maïva ROPPAUL (Université de Paris, LIRAES)

Equipe de recherche :

- Sophie BIENENSTOCK (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CES)
- Elisa DARRIET (CNAM Paris, LIRSA)

Descriptif du projet : Le dispositif de la personne de confiance a été mis en place par les Lois Kouchner (2002), Leonetti (2005) et Claeys-Leonetti (2016). Cette politique de santé établit que lorsqu'une personne est hors d'état d'exprimer sa volonté, le médecin a l'obligation de s'enquérir de la volonté du patient auprès des tiers. En l'absence de directives anticipées, il recueille le témoignage de la personne de confiance ou, à défaut, tout autre témoignage de la famille ou des proches. Cette situation de prise de décision médicale pour autrui est amenée à être de plus en plus présente dans un contexte de vieillissement de la population et de l'accroissement de la présence de troubles cognitifs. L'Ehpad est un terrain majeur de la décision médicale pour autrui par une personne de confiance. En effet, en 2015, 150 000 personnes résidant en Ehpad sont mortes, ce qui représente un quart des décès enregistrés sur l'ensemble du territoire français. Ce projet de recherche a pour objectif l'évaluation des effets du dispositif de la personne de confiance sur la qualité de la prise en charge des patients âgés et dépendants résidant en Ehpad et le bien-être de leurs familles.

FAMILY BACKGROUND, PARENTAL INSTRUCTIONAL STRATEGIES AND CHILDREN'S SELF REGULATED LEARNING : A LONGITUDINAL EXPERIMENTAL STUDY

Porteurs du projet :

- Carlo BARONE (Sciences Po, OSC et LIEPP)
- Grégoire BORST (Université de Paris, Lapsyde et Sciences Po, LIEPP)

Equipe de recherche :

- Martin ARANGUREN (Université de Paris, URMIS)
- Nina GUYON (Université Nationale de Singapour et Sciences Po, LIEPP)
- Elise HUILLERY (Université Paris Dauphine et Sciences Po, LIEPP)
- Teresa IUCULANO (Université de Paris, Lapsyde)
- Melanie MAXIMINO PINHEIRO (Université de Paris, Lapsyde)
- Clément PIN (Sciences Po, LIEPP)

Descriptif du projet : Ce projet examine dans quelle mesure les inégalités éducatives dues à l'origine sociale et migratoire des élèves sont liées aux compétences métacognitives des parents et si une intervention parentale ciblant ces compétences auprès des familles défavorisées peut réduire ces inégalités. Ces stratégies métacognitives mobilisent une combinaison de scaffolding et d'encouragement des enfants, l'adaptabilité parentale et l'ensemble des pratiques visant à stimuler l'autonomie des enfants. Ces styles éducatifs varient entre groupes sociaux et influencent les stratégies d'apprentissage des enfants (self-regulated learning) et leurs réussites éducatives. Le projet commence par une étude qualitative des interactions entre parents et enfants et des variations entre groupes sociaux des stratégies métacognitives adoptées par les parents. Cela permettra de développer un dispositif d'intervention parentale, dont nous testons les effets par le biais d'un essai contrôlé randomisé parmi les élèves de CP. L'objectif principal de l'intervention est d'améliorer les résultats scolaires des enfants par le biais d'une modification de leurs stratégies d'apprentissage, de leur confiance en soi et de leur autonomie dans les apprentissages.

LES POLITIQUES REGIONALES D'ORIENTATION, UN VECTEUR DE SOCIALISATION DES JEUNES AUX REGLES DU MARCHÉ ?

Porteurs du projet :

- Clément PIN (Sciences Po, LIEPP)
- Agnès VAN ZANTEN (Sciences Po, OSC et LIEPP)

Equipe de recherche :

- Paul LEHNER (CY Cergy Paris Université, EMA)
- Anne-Claudine OLLER (UPEC, LIRTES et Sciences Po, LIEPP)

Descriptif du projet : La loi du 5 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » conduit les Régions à concevoir leurs propres politiques d'orientation et leurs propres instruments pour les mettre en œuvre. Le projet ORIREG vise à analyser les objectifs poursuivis par les politiques régionales d'orientation et à examiner leur mise en œuvre, leur réception et leurs effets au regard de la diversité des contextes et des bénéficiaires. L'hypothèse centrale est que les régions façonnent leurs politiques d'orientation en référence à l'objectif de socialiser les jeunes au marché : tout en promouvant la liberté de chacun de « choisir son avenir », leur action vise particulièrement à ce que les jeunes se comportent comme des sujets marchands et intègrent dans leurs choix les attentes et les contraintes économiques associées à leur employabilité future. Mobilisant la science politique, la sociologie, ainsi que les sciences de l'information et de la communication, le projet s'appuie sur une étude approfondie du cas de la région Ile-de-France, et notamment de deux instruments de sa politique d'orientation : la plateforme numérique ORIANE et les « cordées de la réussite »

PUBLIC OPINION, DEMOCRATIC ACCOUNTABILITY AND EVALUATION OF DEFENCE : TOWARDS A NEW COMPARATIVE AGENDA

Porteuses du projet :

- Lou SAFRA (Sciences Po, CEVIPOF et LIEPP)
- Cyrille THIÉBAUT (CY Cergy Paris Université, AGORA et Sciences Po, CEVIPOF et LIEPP)

Equipe de recherche :

- Friederike RICHTER (Sciences Po, CEVIPOF)

Descriptif du projet : La défense est une politique essentielle de nos États modernes. Pourtant, les données sur l'opinion à son sujet sont rares. Ce manque de données nous empêche de comprendre comment les attitudes à l'égard de la défense sont structurées d'une part ; et d'évaluer l'adéquation entre les politiques de défense et les préférences des citoyens d'autre part. D'ores et déjà caractérisée par un faible contrôle démocratique, la défense semble ainsi échapper à toute évaluation. Ce projet y remédie grâce à une série d'enquêtes expérimentales. En combinant études des politiques publiques, de l'opinion et sciences cognitives, il traite tout d'abord des questions méthodologiques posées par la mesure des opinions afin d'améliorer celle-ci. En outre, nous démontrons que la défense est une politique multidimensionnelle qui ne peut pas être réduite aux opérations militaires les plus visibles. Nous étudions donc la variation des attitudes envers différents aspects de la défense, ainsi que leur articulation avec des valeurs politiques plus générales. Enfin, nous explorons l'influence du contexte national sur les préférences individuelles par la comparaison de la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

TRAJECTOIRES DE PAUVRETE : PROFILS, DETERMINANTS ET CONSEQUENCES. PERSPECTIVES FRANÇAISE ET EUROPEENNES

Porteurs du projet :

- Pierre BLAVIER (Université de Lille, Clersé)
- Jeanne LAZARUS (Sciences Po, CSO et LIEPP)

Equipe de recherche :

- Julien BLASCO (CY Cergy Paris Université et Sciences Po, LIEPP)
- Clément CARBONNIER (Université Paris 8, LED et Sciences Po, LIEPP)
- Nicolas DUVOUX (Université Paris 8, Cresppa)
- Michaël ZEMMOUR (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et Sciences Po, LIEPP)

Descriptif du projet : Ce projet de recherche vise à actualiser et enrichir la connaissance des dynamiques de pauvreté, exploitant l'enquête de Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie (SRCV, INSEE), son volet européen (EU-SILC), et l'échantillon démographique permanent (EDP). Plus précisément, il s'agit de mieux comprendre les phénomènes de pauvreté passagère, récurrente et persistante dans une perspective comparative au sein de l'Union européenne. Cette recherche doit permettre d'appréhender les formes de trajectoires de pauvreté – monétaire et en conditions de vie – en distinguant celles durables et intenses (cumul des difficultés) à celles de plus courte durée. Sont aussi abordés les ordres de grandeur, les déterminants et les conséquences de ces différentes trajectoires de pauvreté. Ceci devrait permettre de produire un état des lieux empiriquement étayé des trajectoires de pauvreté à l'époque contemporaine, et déboucher sur différentes orientations de politiques publiques en la matière.

SciencesPo

LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE
D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

www.sciencespo.fr/liepp

Twitter @LIEPP_ScPo

Si vous souhaitez rester informés des activités du LIEPP, merci de vous inscrire à notre newsletter :

www.sciencespo.fr/liepp/fr/content/les-lettres-dinformation

Sciences Po - LIEPP
27 rue Saint Guillaume
75007 Paris – France
+33 (0)1.45.49.83.61

